

# Bilan et avenir de la résistance en Pologne

La proclamation de l'état de siège, le 13 décembre 1981, est un nouveau tournant dans l'histoire de la République «populaire» de Pologne, peut-être le plus important avec 1956 et août 1980. L'économie connaît une crise sans précédent, le Parti est considérablement affaibli et remplacé par l'armée à la tête de l'État, la société est traumatisée (désespoir, haine...), le mouvement oppositionnel enfin se retrouve dans la clandestinité après seize mois de vie ouverte et d'espoirs. Toutes ces évolutions sont importantes et exceptionnelles pour l'histoire des Pays de l'Est, toutes présentent un grand intérêt pour le mouvement libertaire et anarcho-syndicaliste en général; cependant cet article se contentera d'analyser l'évolution de la «résistance», de ses débats internes en particulier, pour deux raisons au moins:

- c'est malgré tout sur la résistance qu'arrive le plus de documentation, c'est sur elle que se fixent la plupart des débats actuels,
- c'est en son sein que se mènent des discussions intéressantes, c'est en son sein également que pourrait émerger un courant libertaire ou syndicaliste révolutionnaire.

## Treize mois de résistance

Pour mieux comprendre l'évolution des structures et des débats de la résistance, il est nécessaire d'avoir un aperçu des luttes qui se sont menées depuis le 13 décembre en Pologne.

### Échec de la grève générale (décembre 81-janvier 82)

Si Solidarność a senti venir le durcissement du pouvoir, elle n'a en tout cas pas suffisamment préparé la riposte à celui-ci. En quelques jours, l'armée et la milice arrêtent les principaux cadres du mouvement, démantèlent ses structures, brisent la résistance ouvrière: le 28 décembre, les derniers grévistes de la mine Piast cessent leur mouvement, la grève générale de protestation a échoué. Il est faux de dire que

c'est par manque de combativité, car elle fut sans doute plus étendue (80% de la population active?) et plus déterminée que celle d'août 80; avant tout le mouvement a manqué de structures capables de le mener à bien, d'une stratégie et d'un programme élaborés, suite à l'effondrement du mythe d'une «entente» entre Solidarność et l'État: dès le départ, les problèmes qui vont handicaper la résistance sont posés.

### **Reconstruction de Solidarność (janvier-mai 82)**

Fin de la grève générale ne veut pas dire fin de la résistance, au contraire. C'est à partir de ce moment-là que se reconstituent les commissions d'entreprise et les directions régionales du syndicat, que se multiplient journaux et réseaux clandestins. Parallèlement à la (re)-structuration de la résistance, se développe la résistance passive ou symbolique: grève larvée, entraide, manifestations symboliques et courtes grèves... Dès le 13 janvier, on commémore le coup d'État à Wrocław et le 30, la hausse des prix entraîne grèves et affrontements à Gdansk et dans tout le pays. Malgré la claque de décembre, le mouvement syndical garde donc une grande partie de son potentiel, la population reste mobilisée.

### **L'été de Solidarność (mai-septembre 82)**

C'est sans doute le 1<sup>er</sup> et le 3 mai que se manifeste clairement la puissance retrouvée du syndicat indépendant, quand dans de nombreuses villes de Pologne, des dizaines de milliers de personnes descendent dans la rue et affrontent la milice. Victoire morale du syndicat, cette forte mobilisation qui se perpétue tout l'été (13 mai, 13 juin, 26 juin, 1<sup>er</sup> août, 13 et 16 août...) et culmine dans les manifestations du 31 août fait également ressortir au grand jour le manque de perspectives et de stratégie claires dans la résistance. Tirillées entre le rêve d'une entente et un radicalisme violent, entre l'attirance pour la grève générale et la peur d'un échec durable, les structures de Solidarność s'avèrent en effet

incapables d'organiser l'agitation populaire, ne faisant qu'entretenir un sentiment de force par la multiplication des actions symboliques.

### **L'occasion manquée (septembre-novembre 82)**

Après les grandes manifestations du 31 août, le climat social se refroidit en Pologne. Les gens se lassent par manque de perspectives ou par fatigue, la stratégie de la TKK (direction clandestine provisoire), pression sur le pouvoir pour le forcer à l'entente, rassemble de moins en moins de gens, et pour beaucoup les chances d'un changement sont reportées de plusieurs années. C'est alors que le 8 octobre la Diète délégalise Solidarność, jusqu'alors suspendu. Cette véritable provocation relance l'agitation la région de Gdansk est en grève générale, des affrontements éclatent à Wroclaw et à Nowa Huta, les grèves touche Varsovie, Szczecin, Poznan, les mines de Silésie... Pour la troisième fois (après mai et août), la société paraît prête à risquer l'affrontement final, en vain; la direction clandestine ne parvient pas à coordonner le mouvement et décide maladroitement une grève de huit heures... pour le 10 novembre, un mois après l'évènement. Trois semaines à peine après l'échec de la grève générale d'octobre, dans un climat d'incertitude et de terreur, cette grève est le premier échec cuisant pour la clandestinité, et marque sans doute la fin des grandes manifestations de résistance symboliques (grève ou manifestation).

### **Le reflux (novembre 82-février 83)**

Ce n'est pas un hasard si quelques jours après l'échec du 10 novembre Lech Walesa est libéré, la prochaine levée de l'état de siège annoncée: l'État tente une nouvelle fois ce qu'il n'a réussi ni après août 80, ni après décembre 81, imposer SON compromis, basé sur l'intégration des modérés contre l'élimination des radicaux (encouragé en cela par l'Église). La résistance, quant à elle, se trouve encore plus incapable qu'avant de déterminer une stratégie, face à cette situation

confuse (libération de Walesa, incertitude sur la mobilisation populaire...) et à des difficultés organisationnelles (scissions, démantèlement à Wroclaw, Bialystok, Poznan, Plusk... arrestation de Frasyuniuk, Bednarz et Palubicki de la TKK...). Cette période marque un nouveau tournant dans l'histoire de l'opposition: le pouvoir a réussi à stabiliser la situation, mais ne parvient ni à rétablir l'autorité de l'État, ni à se rallier une fraction de la société, cependant que la résistance, après l'échec d'un an de combat, s'affaiblit et se divise sur des programmes et des stratégies différents. Si ces derniers mois ne marquent pas forcément la mort de la résistance, ils sonnent en tout cas le glas de Solidarność comme organisation sociale unifiée et basée sur la recherche du compromis avec l'État.

## **L'évolution des idées**

### **Les idéaux de Solidarność**

Même si Solidarność a perdu de sa puissance et si ses structures ont subi de grandes mutations, elle reste une référence et un point de convergence pour toute l'opposition au régime de Jaruzelski. Il est significatif, à ce titre, que la plupart des réseaux de résistance, quels qu'ils soient, se rattachent toujours au sigle du syndicat indépendant. Dans les premiers mois de la «guerre», quand la résistance plaçait encore tous ses espoirs sur un nouveau compromis style août 80, les grands idéaux définis par Solidarność (autogestion, réforme économique, élections libres...) ont été passés sous silence au bénéfice de revendications «élémentaires» (amnistie, rétablissement du syndicat...); à l'opposé, si maintenant encore le débat porte plus sur des questions stratégiques et organisationnelles que générales, la fin du mythe de l'entente nationale, la nécessité et la volonté croissante d'un changement radical ont fait du programme de Solidarność la base d'un compromis avec le pouvoir, voire de son renversement. Treize mois d'état de siège n'ont que peu modifié les tendances générales du mouvement oppositionnel,

même si comme avant décembre les interprétations de ces idées-forces restent nombreuses et parfois radicalement opposées.

## **Les relations avec l'Église**

Je n'ai jamais considéré que les rapports entre Solidarność et l'Église étaient un élément fondamental pour la compréhension et le jugement de ce mouvement, le fait cependant que de nombreux libertaires aient considéré cette question comme primordiale me pousse à m'y arrêter. L'Église n'a jamais eu, quoiqu'on en dise, d'influence majeure sur Solidarność, ni des liens d'amitié inébranlables: alors que le clergé cherche avant tout à maintenir l'État polonais pour s'y préserver un espace de liberté, Solidarność remettait en cause sa légitimité et s'efforçait d'émanciper la société de sa tutelle; ces deux finalités, pas toujours compatibles avant décembre, se sont avérées contradictoires avec la suite du coup d'État. Appelant à ne pas faire la grève, condamnant les violences et prêchant pour la paix sociale, Mgr Glemp a obtenu en échange de son aide à la normalisation un renforcement du rôle des catholiques dans la société (clubs catholiques, libertés religieuses, députés à la diète...). De son côté, une fraction au moins de la résistance a ouvertement condamné l'attitude de l'Église et signalé que leurs intérêts étaient en contradiction. Cette évolution ne peut que nous satisfaire, car allant dans le sens d'une laïcisation et d'une radicalisation de l'opposition polonaise.

## **Quels rapports avec le pouvoir?**

Influencée par les idées du KOR et de ses experts, Solidarność a basé sa stratégie sur l'espérance d'un compromis avec le pouvoir, d'une entente nationale qui aurait défini les limites à ne pas dépasser par chacun des deux partenaires. Cette conception est à la base de «l'auto-limitation» de la révolution polonaise, qui en est sans doute la caractéristique la plus originale. Le 13 décembre le pouvoir a cessé de s'auto-limiter, prouvant qu'un État ne pouvait longtemps

tolérer un mouvement révolutionnaire et offensif. Cette rupture de l'accord tacite entre l'État et Solidarność n'a pas mené immédiatement les dirigeants du syndicat à radicaliser leur position, bien au contraire: longtemps, ils appelleront à l'entente, n'avanceront que des revendications élémentaires et iront, en juillet, jusqu'à décréter une trêve sociale d'un mois comme preuve de bonne volonté. Le mur de silence et les provocations du pouvoir, liés à la radicalisation des mentalités ont peu à peu ébranlé le mythe de l'entente, permettant au radicalisme de la résistance de s'exprimer ouvertement. Ce n'est pas un hasard si août 82, juste après l'échec de la trêve sociale, a été le mois le plus chaud de l'année dernière. De nouveau, certaines fractions de Solidarność ont posé son programme comme condition au compromis, ont reparlé de «République autogestionnaire» et contesté à haute voix la légitimité du pouvoir: c'est paradoxalement en pleine réaction que Solidarność découvre sa nature réellement révolutionnaire. Cela ne veut pas dire que l'entente ait été rejetée et que toute la population soit prête à renverser le pouvoir, mais la vision qu'a une grande partie de la résistance, de l'entente est radicalement différente de celle de Solidarność avant décembre : désormais, on ne voit plus les compromis comme une question d'auto-limitation et de bonne volonté, mais comme le fruit d'un rapport de force, l'entente devient alors une tactique permettant d'éviter la guerre civile et/ou l'intervention extérieure et non une finalité dans laquelle le mouvement s'investit sans arrières-pensées. Cette conception, «respectueuse» de la force de l'État mais en niant la légitimité, permet d'espérer l'émergence de revendications et de programmes franchement révolutionnaires et non conditionnées par la recherche du compromis. Cette évolution est d'ailleurs non seulement probable, mais aussi souhaitable, car espérer encore qu'un compromis pourrait résulter d'un affrontement total entre les deux antagonistes relève du rêve plutôt que du réalisme!

## Programmes et stratégies

L'échec de la grève générale de décembre, répétition ratée d'août 80, et les conditions nouvelles créées par l'état de siège ont obligé Solidarność à rechercher de nouveaux moyens d'action et de nouvelles stratégies contre le pouvoir. Or si les évolutions précédemment citées sont relativement unanimes dans la résistance, c'est précisément sur ces questions essentielles qu'elle se divise en plusieurs courants.

Nous l'avons vu, dans sa grande majorité la résistance est toujours favorable à un certain compromis; la question qui se pose en son sein est plus de savoir quelles concessions peuvent être faites, sur quelles bases elle peut se réaliser. Comme nous l'avons vu, le programme de Solidarność est actuellement la référence générale mais il est certain que si la question se posait plus concrètement, ce point des concessions à faire ou à ne pas faire serait la source d'une division nette et violente entre les divers courants de la résistance.

Actuellement, c'est sur des questions plus «concrètes» que les divisions voient le jour dans la résistance. Malgré la multitude propositions et de nuances, malgré l'évolution rapide des positions de certains, on peut distinguer quatre courants principaux:

Les partisans de la «société clandestine»: ne croyant pas à la mobilisation et au radicalisme de la population, ce courant refuse l'affrontement ouvert avec le pouvoir et lui préfère l'aménagement d'un espace de liberté par l'intermédiaire de la «société clandestine». Celle-ci non seulement assurerait à une large échelle le maintien de l'activité intellectuelle, culturelle,... mais aussi élargirait peu à peu les espaces de liberté par l'auto-organisation de la société (caisses d'entraide, enseignement, coopératives...). On peut rattacher à ce courant Lech Walesa et certains anciens dirigeants et experts de Solidarność qui, «condamnés» à la légalité,

entendent en utiliser les maigres possibilités et les lacunes (code au travail, conseils d'autogestion, voire nouveaux syndicats).

Les partisans des structures clandestines: comme les précédents, les membres de ce courant ne croient pas en une solution à court terme, mais en tirent des conclusions opposées. Au lieu de prôner une résistance massive mais peu active, ils encouragent au contraire la constitution de structures très clandestines, dont le but serait de former les cadres et l'organisation nécessaires au prochain soulèvement de masse. Minoritaires et représentés seulement par divers groupuscules, ils sont très divisés sur le type (partis, syndicats, groupes armés...) et les orientations de l'organisation à construire.

Les partisans de la «pression continue»: si les partisans de cette stratégie croient que la population reste suffisamment mobilisée, ils ne l'estiment pas préparée à un affrontement définitif et poussée au compromis. La stratégie qui découle de ce bilan est attirante mais périlleuse: exercer une pression continue et de plus en plus forte sur le pouvoir (boycott, manifestations, grèves...) pour le forcer au compromis et, en cas d'échec de cette tactique, déclenchement de la grève générale comme moyen ultime d'imposer l'entente. Outre les dangers d'épuisement ou de débordement qu'elle représente, cette stratégie s'est heurtée à de graves problèmes pratiques: quelles formes de pression utiliser (résistance passive, grève, manifestation...). comment concilier action immédiate et préparation de la grève générale, quelle forme doit prendre celle-ci (occupation ou non, défense active ou non, grève insurrectionnelle...).

Les partisans de la grève générale: ce courant relativement proche du précédent, en diffère cependant dans la mesure où il rejette la tactique de la pression continue pour deux raisons: d'une part, estime-t-il, la population est à bout et plutôt que des actions limitées et peu efficaces elle préfère se

risquer à l'affrontement final, d'autre part les actions ponctuelles empêchent une préparation réelle de la grève générale (licenciements, démantèlement des structures...), seul moyen d'arriver à l'entente. Difficile à cerner car lié au courant précédent, il se heurte au même genre de problèmes pratiques (quelle grève générale ?).

L'influence de ces courants est inégale: alors que le second reste ultra minoritaire quoique profitant du récent éclatement de la résistance, le premier recouvre à peu près toute l'opposition. Une grande partie d'entre elle ne considère cependant la société clandestine que comme une action défensive et compensatoire, parallèle à la résistance active. Quant aux autres courants, «offensifs», il semble que le premier – jusqu'alors largement majoritaire – ait perdu beaucoup d'influence à la suite du 10 novembre au profit du second puisque même la TKK semble désormais s'y rallier.

Signalons enfin deux évolutions tactiques qui ne peuvent que nous satisfaire: la résistance semble enfin considérer comme importants d'une part le travail de sape à l'intérieur des forces de l'ordre, d'autre part la collaboration avec les dissidences et les embryons de syndicat libre des autres pays socialistes. Pour ce qui est du débat stratégique, il est difficile et périlleux pour nous de prendre position, car la spécificité et la complexité de la situation nous empêche de dire qui a tort, qui a raison en dehors de nos schémas et de nos sympathies.

## **L'évolution des structures**

### **Centralisation ou décentralisation?**

Dès le début, un autre débat s'est engagé sur le type de structures à adopter; les courants apparus autour de celui-ci ne correspondent qu'en partie à ceux issus du débat sur les questions stratégiques: les partisans de structures souples et décentralisées les considèrent comme la garantie de l'unité et de la popularité du mouvement, ainsi que de sa perpétuelle

reconstitution face à la répression.

Dans la pratique, tous les courants de la résistance se sont attachés à respecter les règles démocratiques (personnes élues avant décembre aux postes de responsabilité, autonomie des structures inférieures vis-à-vis du sommet...) et ont maintenu, ce qui est rare pour un mouvement clandestin, une discussion très ouverte en son sein. Cependant, alors que les courants de résistance «de base» (correspondant à la société clandestine) ont gardé des structures très larges, les structures de lutte active ont peu à peu recherché plus de cohésion et d'efficacité. La TKK en particulier, qui se voulait originellement une simple coordination avec un rôle d'orientations générales et facultatives, cherche à préciser son programme, sa stratégie et impose désormais des obligations aux structures inférieures de Solidarność (boycott, préparation de la grève...). C'est à la fois contre le manque d'initiative et d'efficacité de la TKK (jugée trop souple), mais aussi sur des divergences stratégiques, que sont apparues ces derniers mois des structures concurrentes: la 2<sup>ème</sup> TKK créée en juillet qui reste très minoritaire (environ 50 entreprises représentées), le réseau Solidarité Combattante qui n'existe en fait que dans la région de Wroclaw, le Comité de Défense Inter-régional – MKO – qui regroupe depuis septembre 14 coordinations régionales inter-entreprises. Pour ce qui est de la TKK, elle reste la plus écoutée malgré l'échec du 10 novembre et regroupe les quatre grandes régions de Solidarność (Varsovie, Gdansk, Cracovie, Wroclaw) représentant des milliers de commissions d'entreprise; la méfiance et les critiques à son égard ont cependant fait que de nombreuses structures d'entreprise ou même régionales (Lublin, Torun,...) hésitent à s'y intégrer.

### **Répartition des tâches?**

De même que les divisions stratégiques, la séparation des différents types d'action clandestine ont scindé la résistance

en plusieurs courants organisés:

La résistance de base: elle regroupe surtout les structures d'entraide (emprisonnés, chômeurs...) et celles animant la vie intellectuelle et culturelle souterraine, bases de la future «société clandestine». Principalement représentée par les KOS (Comités de Résistance Sociale), la résistance de base est la plus étendue, mais aussi la moins politisée et la moins offensive.

La résistance syndicale: plus préoccupées d'un rétablissement des libertés que de questions purement syndicales, les structures régionales et nationales de Solidarność ont perdu beaucoup de leur caractère syndical. Au niveau des commissions d'entreprise par contre, la défense des intérêts ouvriers reste une préoccupation constante des militants clandestins, car condition du maintien de la mobilisation ouvrière. Les déclarations récentes de la TKK appelant entre autres à un renforcement de la lutte purement syndicale prouve que les niveaux supérieurs de la résistance en sont également conscients.

La résistance active: détachées de leur rôle syndical, les structures régionales et nationales de Solidarność sont devenues les animatrices de la résistance en général: plus que de véritables organisations cependant, la TEK (et les structures concurrentes) a joué jusqu'à présent un rôle d'autorité morale et de coordination entre une multitude de groupes et de structures hétéroclites. Malgré cela, elles restent les plus influentes et représentent, malgré leurs divisions, le plus grand danger pour le pouvoir.

À côté de ces «résistances» organisées et touchant toute la société, apparaissent des organisations au domaine limité (artiste, miliciens, paysans...) et de multiples groupes clandestins sans influence réelle.

**La fin de Solidarność?**

Solidarność est apparue alors que le pouvoir refusait l'affrontement ouvert et lui préférait un partage des sphères d'influence entre le Parti et le syndicat indépendant. C'est sur ces bases que Solidarność s'est développé et a élaboré son programme et sa stratégie. Or le 13 décembre, en remettant en question cette stratégie, a ébranlé l'unité d'un mouvement déjà menacée par les conditions de la clandestinité. De même, alors que Solidarność regroupait en son sein des militants et des structures syndicales, mais aussi par la force des choses tous les courants de l'opposition (politiques...), la division «politique» en divers courants et la séparation des divers types d'action suite à la clandestinité ont profondément altéré ce caractère de «mouvement social» regroupant la société tout entière.

En réalité, après un an de résistance, Solidarność reste le point de rencontre de la résistance et est loin d'avoir perdu sa popularité et sa base ouvrière. Cependant, les évolutions déjà décrites liées à l'élimination de nombreux cadres et des structures légales du syndicat ont modifié la nature de l'organisation elle-même: plus qu'une véritable organisation, les structures de Solidarność ont joué le rôle d'une coordination d'une multitude de groupes et de réseaux indépendants, et si elles cherchent à retrouver leur cohésion et leur autorité, ce sera sans doute sur une fraction de la société, et non sur sa totalité. Solidarność, mouvement social unifié et basé sur la recherche de l'entente, laisse la place à une opposition aux formes et aux orientations multiples, dans laquelle les structures clandestines du syndicat n'ont pas encore clairement défini leur position (coordination générale ou courant organisé). La disparition de Solidarność, si elle devient effective, sera alors le résultat non pas de son écrasement mais de son éclatement ou, pour parler en termes optimistes, de sa maturation.

## **Les libertaires et la Pologne**

Treize mois d'état de siège n'ont certes pas réussi à

normaliser la société polonaise, ni à écraser la clandestinité qui compte encore des dizaines de milliers de militants et un grand soutien populaire. Si elles la paralysent momentanément, sa réflexion et sa restructuration actuelles sont peut-être les conditions d'un futur regain de contestation. Les dernières déclarations de la TKK, beaucoup plus claires que les précédentes et appelant avant tout à préparer la grève générale, prouve que l'évolution de la résistance n'est pas mauvaise. Il reste à savoir si, au moment où la résistance pourra enfin lui proposer une alternative, la population polonaise ne sera pas largement démobilisée. Il ne restera plus alors qu'à reprendre un travail de fourmi, comme après 70 ou 76, dans l'attente d'une gaffe du pouvoir ou d'une subite montée de colère.

Quoi qu'il en soit, la société polonaise ne cessera pas de lutter et de chercher les voies de son émancipation, ce qui permet de croire que nous, libertaires, pouvons encore donner à nos idées la place qui leur revient dans la lutte contre le capitalisme d'État en Pologne.

### **Y a-t-il un mouvement libertaire en Pologne?**

Il y a deux façons d'essayer de voir si un mouvement libertaire existe en Pologne, d'une part chercher quels individus, quels groupes s'en revendiquent ouvertement, d'autre part essayer de trouver dans le mouvement oppositionnel en général des tendances sinon adhérentes, du moins très proches de nos idées.

On a parlé de groupes libertaires à Varsovie, Wrocław, Cracovie, Lublin, Szczecin... et plus précisément la presse libertaire a cité le groupe SIGMA, prétendument passé à la clandestinité après décembre. Pour ce dernier, plusieurs informations montreraient que ce groupe est plutôt marxiste révolutionnaire, et que de plus il serait devenu une marionnette du Parti à l'Université de Varsovie. Quant aux autres groupes, même pour celui qui édite actuellement

«Przelom» à Varsovie, rien de concret n'a pu permettre de constater leur existence réelle.

Au sein de Solidarność également, il est impossible de trouver une fraction libertaire ou anarcho-syndicaliste, même si l'on sait que Solidarność Rurale s'intéressait aux collectivisations de la CNT en 1936 et que dans certains journaux proches du syndicat, on a parlé de l'anarcho-syndicalisme. Pourtant, les pratiques de Solidarność, ou de certaines fractions radicales du moins, se rapprochent de celles du syndicalisme révolutionnaire: démocratie syndicale, certaines conceptions de l'autogestion, grève active. Populaires et très militantes, ces fractions représentaient sans doute un terrain très favorable aux idées du syndicalisme révolutionnaire par exemple.

### **Les chances d'un mouvement libertaire en Pologne**

Même si les idéaux de Solidarność ne sont pas libertaires, on ne peut nier que certains courants du syndicat avaient sur la démocratie syndicale, l'autogestion ou la grève des conceptions libertaires et très proches du syndicalisme révolutionnaire, que le développement de la situation avant décembre avait d'ailleurs rendu de plus en plus populaires. La Pologne, pays où la société est traditionnellement combative et hostile à l'État, est donc maintenant un terrain favorable au développement d'un courant libertaire ou syndicaliste révolutionnaire, et plus encore depuis le 13 décembre: le principal obstacle au développement d'un syndicalisme révolutionnaire, l'autolimitation de Solidarność, est en train de disparaître. Les conceptions les plus intéressantes du syndicat (socialisation, autogestion...) jusqu'alors déformées par cette auto-limitation et la reconnaissance de l'État, peuvent alors prendre un aspect franchement révolutionnaire, et rejoindre les thèses anarcho-syndicalistes, par exemple. L'éclatement du mouvement peut à moyen terme permettre l'émergence d'un mouvement libertaire ou syndicaliste révolutionnaire organisé, alors que jusqu'à présent les

militants qui s'en réclamaient étaient pour la plupart noyés dans la masse de Solidarność ou du NZS (syndicat étudiant).

### **Conditions du développement d'un mouvement libertaire**

Si la société polonaise est un «terrain» a priori favorable aux idées libertaires, il reste que la religion, l'habitude de l'autoritarisme et la méfiance à l'égard des idéologies sont autant d'obstacles à leur implantation. Il me semble que dans ces conditions, deux courants libertaires particuliers ont plus de chance de développement que les autres:

D'une part, le «socialisme libertaire» comme alternative évidente au socialisme autoritaire et défini essentiellement par rapport à ce dernier ; il pourrait attirer toute la frange de l'opposition qui reste attachée au socialisme dans son principe général.

D'autre part, le syndicalisme révolutionnaire qui par ses propositions d'action (action directe, grève générale, syndicalisation...) en révélant la nature révolutionnaire du syndicalisme pourrait intéresser une large fraction de la classe ouvrière qui, fidèle aux idéaux de Solidarność, cherche cependant à les inscrire dans une perspective révolutionnaire, tout en refusant la division entre divers partis politiques.

Sur un plan plus pratique, il me semble que de toute façon nous devons chercher à comprendre la spécificité de la situation polonaise et non pas y appliquer nos schémas, ceci afin de mieux la comprendre, de pouvoir en fournir une analyse correcte. À mon sens, de bonnes explications sur nos principes généraux, notre analyse des sociétés socialistes et nos moyens d'action valent cent fois mieux que n'importe quelle vieilleries bakouninienne. Dans un même ordre d'idée, il me semble que notre travail devrait moins se porter sur des groupuscules vulnérables et isolés (voire mal vus) dans la population que sur une classe ouvrière et des organisations non spécifiques qui se cherchent encore, car à mon avis

l'effort, à long terme, apporterait beaucoup plus de résultats concrets.

Pour finir, je voudrais regretter un fait qui a, je crois, beaucoup nui au mouvement libertaire en Pologne. Je veux parler de l'affaire Roger Noel. Je ne veux pas savoir si Babar a été imprudent ou s'il a donné tous ceux qu'il connaissait comme l'insinue le bulletin de Solidarité (n°53). Je regrette par contre l'attitude des organisations libertaires qui, dans leur soutien public à Roger Noel (affiches, communiqués...) ont toujours omis d'apporter leur soutien à ceux qui ont été arrêtés avec lui et qui eux sont toujours derrière les barreaux en attendant leur jugement. Cette attitude maladroite et indécente n'est pas faite pour nous attirer des sympathies dans le mouvement oppositionnel polonais.

Avril